

« Le métier d'enseignant, c'est facile d'en parler mais c'est vraiment complexe »

En Belgique francophone, le mauvais climat de classe est pointé par une bonne partie des élèves : un sur deux se plaint du bruit et de l'agitation. Benoît Galand, professeur en sciences de l'éducation retourne aux sources du problème et esquisse des pistes de solution.

ENTRETIEN
ERIC BURGRAFF

Difficultés de concentration, chahut, distractions multiples... bien plus que dans d'autres pays, les élèves de la Fédération Wallonie-Bruxelles expriment de réelles appréhensions quant au climat scolaire, au point d'impacter leur ardeur au travail. Faut-il voir l'origine des maux de notre système ? Nous avons interrogé Benoît Galand – professeur en sciences de l'éducation à l'UCLouvain – sur cette question.

Comment expliquer cette détérioration du climat scolaire propre à la Communauté française ?

Ce que Pisa décrit est conforme à une autre enquête internationale – Talis – produite en 2018 et privilégiant le point de vue des enseignants. Ici, on a le regard des jeunes de quinze ans. Les deux enquêtes convergent pour dire que, en Belgique francophone, il y a un problème avec le climat de travail en classe. Les enseignants passent plus de temps à gérer la discipline, ils se sentent moins à l'aise pour contrôler les comportements perturbateurs et pour motiver les élèves. Pisa nous apporte la confirmation : bien plus qu'ailleurs, nous avons un problème de climat scolaire.

Est-ce une question de discipline, d'éducation ?

Est-ce que les parents belges francophones éduquent leurs enfants autrement qu'en France, en Flandre ou en Allemagne ? Ça paraît peu probable. Nous sommes donc forcés de constater que l'explication se trouve ailleurs. La réponse peut se regarder à deux niveaux. Le premier, c'est le système scolaire lui-même. Il est fortement basé sur l'échec puisqu'on a un taux de redoublement parmi les plus élevés. De plus, la ségrégation touche les écoles avec des publics se différenciant d'un point de vue économique, social et culturel. Ce sont probablement des facteurs structurels qui font que c'est assez difficile d'avoir un climat de classe serein. Ils vont créer de la compétition dans le système avec des gens qui savent qu'ils sont parmi les meilleurs et d'autres qui se sentent stigmatisés parce qu'ils sont perdants. On peut penser que l'image que les élèves en échec ont de l'école et d'eux-mêmes n'est pas très positive...

Cela corrobore une autre partie de l'enquête expliquant comment les élèves francophones ont une vision plutôt fixiste de leur intelligence...

Oui, c'est très cohérent avec notre système d'évaluation basé sur l'échec, une forte ségrégation sociale, une relégation vers des filières moins prestigieuses quand ça ne va pas... C'est probablement une partie de l'explication, un des



maux en fait de notre système éducatif et auquel le Pacte essaie d'apporter une réponse.

Le Pacte est « la » réponse ?

C'est en tout cas ce qui est annoncé. Son ambition est de dire : « on est d'accord sur les constats, il y a bien un problème structurel chez nous et on va essayer de faire mieux ».

Vous évoquiez tout à l'heure un deuxième niveau de réponse. Lequel ?

Il y a d'autres facteurs liés à la gestion de classe. Là aussi, on est dans une culture qui favorise le punitif. On ne va guère valoriser les élèves qui font bien, on va surtout sanctionner, voire punir ceux qui font des choses de travers. Or, les recherches disent que ce n'est pas la meilleure façon de ramener les jeunes au travail.

Etablissez-vous un lien avec nos résultats à Pisa ?

Oui, il existe probablement un lien. Quand des enseignants nous disent qu'ils dépensent plus d'énergie qu'ailleurs à gérer des problèmes de discipline, c'est du temps de travail en moins. Si les élèves sont souvent perturbés dans leur travail, il leur sera plus difficile d'apprendre. Et ça marche dans l'autre sens : plus les élèves sont mis en échec... plus ils pensent qu'ils ne sont pas bons... plus ça va être difficile de les mettre au travail... plus ils seront perturbateurs... C'est un cercle vicieux.

La gestion de classe évoquerait-elle des soucis dans la formation des enseignants ?

Une chose est sûre : dans la précédente enquête Talis, nos enseignants se disaient moins équipés que d'autres pour faire face à des comportements perturbateurs ou pour motiver les élèves. On peut en déduire que les enseignants eux-mêmes nous font part qu'il y a un besoin de formation. Il faut savoir aussi que la gestion de classe n'est pas juste une question de compétences individuelles. N'oublions pas que le métier d'enseignant, c'est facile d'en parler, mais c'est vraiment complexe. Celui qui a déjà eu affaire à des groupes d'enfants ou d'ados toute une journée – lesquels n'ont pas choisi d'être ensemble – à qui il faut apprendre des choses, celui-là

Bien plus que dans d'autres pays, les élèves de la Fédération Wallonie-Bruxelles expriment de réelles appréhensions quant au climat scolaire, au point d'impacter leur ardeur au travail. © AFP

sait que c'est une tâche complexe. Les élèves ont chacun leurs préoccupations, leur histoire de vie... La gestion de classe fait véritablement partie des challenges du métier d'enseignant. Il faut savoir repérer les bons signaux au bon moment, prendre beaucoup de petites décisions en fonction d'une dynamique de groupe en évolution permanente. Par ailleurs, ce climat de travail, c'est aussi un enjeu collectif, surtout en matière de cohérence entre les adultes de l'école. Si les attitudes varient énormément d'un professeur à l'autre, les jeunes auront l'impression d'être dans le règne de l'arbitraire. Une équipe qui marche dans la même direction, ça aide à établir un climat plus apaisé, à clarifier les messages.

Ça, c'est une piste de solution. Vous en voyez d'autres ?

Une des leçons des recherches des cinquante dernières années sur la gestion de classe, c'est de clarifier ses attentes, donc ne pas dire aux élèves ce qu'on ne veut pas qu'ils fassent, mais dire ce qu'on voudrait qu'ils fassent. C'est valoriser le positif plutôt que de punir en cas de transgression des règles. Or, aujourd'hui, dans de nombreuses écoles on est en décalage par rapport à l'état des connaissances. Pour être cohérent, il faut en tenir compte dans la formation.

Peut-on établir un lien entre le climat scolaire et la perte généralisée d'autorité de certaines fonctions ?

Aujourd'hui, pour un enseignant, il est plus difficile qu'avant d'être une figure d'autorité. Notamment parce que le rapport à l'autorité a changé dans la famille et la société. C'est valable pour toutes les fonctions d'autorité. Certains sociologues parlent de la montée de l'individualisme : on a donné de plus en plus de place à l'épanouissement personnel mais quand on doit faire du collectif, c'est plus compliqué. C'est un constat mais ça n'explique pas pourquoi, chez nous, c'est tellement complexe alors que les pays voisins s'en sortent nettement mieux.

GRÈVE SNCB

Des trains supprimés mais un impact limité

Depuis ce mardi 22h et jusqu'à jeudi même heure, une nouvelle grève affectera le trafic ferroviaire, après le premier mouvement social de 48h début novembre.

Avec quel impact ? La SNCB estime que six trains IC sur dix rouleront mercredi et jeudi, de même que quatre trains L et S sur dix. Tous les trains P, dédiés aux heures de pointe, sont eux supprimés. La liste complète des trains qui ne circuleront pas et des gares non desservies est disponible sur notre site. Ce « service alternatif » est instauré sur base des indications du personnel de la SNCB et d'Infrabel ayant préalablement déclaré qu'il serait au travail.

L'impact plus « limité » du mouvement social s'explique par le retrait de la CSC, qui a renoncé à ce deuxième round de grève « après des discussions constructives et des engagements concrets de la part de la direction », selon la SNCB. À l'inverse, la CGSP Cheminots et le SLFP Cheminots ne sont, eux, pas satisfaits des avancées engrangées dans le cadre des négociations avec la SNCB et ont donc maintenu l'appel à la grève.

La direction des chemins de fer se montre particulièrement critique vis-à-vis de ces deux syndicats, estimant que « leur opposition aux améliorations de l'efficacité de la SNCB, reprises dans le contrat de service public conclu avec le gouvernement à la fin de l'année dernière, et qui sont nécessaires pour un service de qualité et pour l'avenir de l'entreprise et de son personnel dans un secteur libéralisé, est totalement irresponsable ». B.JY



Le MR à Bart De Wever et aux francophones : « La droite, c'est nous »



© DR.

Le MR rentre en campagne (publicitaire). Dès ce mercredi, des affiches vont colorer les rues de Bruxelles et de la Wallonie, avec un seul message (on résume) : si vous ne voulez pas voter à gauche, il n'y a que le MR. Dit plus poliment, sur 131 panneaux de 20 mètres carrés : « En Wallonie, il y a 50 nuances de gauche. Et nous. »

Et le parti de Georges-Louis Bouchez n'entend pas seulement en convaincre les Wallons et les Bruxellois. Les bleus francophones vont aussi envoyer un homme-sandwich, sur son vélo, ce mardi à... Anvers, fief de qui vous savez. L'objectif est de démontrer aux adeptes de Bart De Wever que, contrairement à la croyance (très) populaire, il existe bien « une alternative à la gauche côté francophone ». Samedi, Bart De Wever annonçait qu'il envisageait de déposer des listes en Wallonie (au préjudice du MR). Réponse du MR : pas besoin, on s'occupe de tout. B.DY